



Le centre de surveillance vidéo de la police municipale de Nice. Depuis un an et demi, les images des terroristes captées par les écrans de contrôle sont partagées par tous les grands services de renseignement.

DANS LE SECRET DES MAÎTRES ESPIONS

Comme le montre notre enquête, les attentats terroristes de occidentaux à s'engager dans une coopération plus étroite.

ces derniers mois ont poussé les grands services de renseignement Ce qui n'exclut pas l'espionnage réciproque...

PAR VINCENT NOUZILLE

Plus rien ne sera jamais comme avant », répète-t-on, comme un mantra, depuis le début de la vague d'attentats de l'Etat islamique en Europe occidentale. La chose est encore plus vraie dans le domaine du renseignement international. Et la multiplication des attaques, que de nombreux experts attribuent aux reculs du mouvement terroriste en Syrie et en Irak sous les coups de boutoir de la coalition internationale, de l'aviation russe et de l'armée de Bachar el-Assad, ne va faire qu'accélérer le phénomène, enclenché il y a moins d'un an.

« François, que puis-je faire pour t'aider ? » Dans la nuit du 13 au 14 novembre 2015, Barack Obama téléphone à François Hollande pour l'assurer de son soutien, quelques heures après les terribles attentats qui ont ensanglanté Paris et Saint-Denis. « Je veux frapper Daech à Raqqa en Syrie », annonce le président français à son homologue américain. « Nous allons te fournir tout ce dont tu as besoin pour cela », rétorque Obama. Ce dont la France a besoin ? Des renseignements précis, fournis par les services américains, qu'il s'agisse de la CIA, de la National Security Agency (NSA) et du Pentagone, sur des « cibles » : des dépôts d'armes, des centres logistiques, des camps d'entraînement ou des centres de communications de l'organisation terroriste en Syrie. Certes, les experts français de la Direction du renseignement militaire (DRM) et de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ont préparé des « dossiers d'objectifs » transmis aux états-majors. Mais leur liste est limitée. Pour frapper vite et fort, l'aide américaine est déterminante.

Quelques jours après, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian se rend en visite à Washington. Il rencontre notamment James Clapper, le directeur national du renseignement. « Désormais, nous partagerons tous nos renseignements bruts sur Daech », promet l'homme qui supervise l'ensemble des agences américaines. Un accord secret d'échanges de renseignements, baptisé Spins, est signé, qui permet aux Français d'avoir accès aux données ayant permis l'identification des cibles, qu'il s'agisse de photos, d'écoutes ou d'interceptions internet. De quoi se faire sa propre opinion avant de décider de frappes aériennes contre Daech. Le patron de la DRM, le général Christophe Gomar, et le directeur de la DGSE, Bernard Bajolet, tout comme son collègue de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), Patrick Calvar, ont désormais portes ouvertes à Washington.

Entre les maîtres espions français et leurs homologues étrangers, l'heure est désormais à la coopération tous azimuts afin de tenter de remédier aux failles béantes dans ce domaine. Les Européens se concertent déjà au sein du groupe antiterroriste du Club de Berne, un lieu d'échanges opérationnels mais informels, qui réunit les services des 28 pays de l'Union européenne plus la Suisse et la Norvège. D'autres rencontres ont lieu au sein d'un petit Med Club, qui rassemble depuis 1982 les



LAURENT TROUZE/CONVERGENCE

C'est au lendemain de l'attentat islamiste au Bataclan, à Paris, le 13 novembre 2015, que les Etats-Unis ont décidé de fournir à la France une aide déterminante dans le domaine du renseignement.

services italiens, espagnols et français avec quelques partenaires du Maghreb et de la Méditerranée. Mais, avec les Américains, les liens sont encore plus solides. Après le 11 septembre 2001, Jacques Chirac avait ordonné au directeur de la DGSE, Jean-Claude Cousseran, de leur transmettre tous les renseignements disponibles sur al-Qaïda. Un petit groupe de travail commun à la CIA, la DGSE et la DST (ancêtre de la DGSI) planchait déjà sur les filières terroristes. Des informations détaillées ont ensuite été mises en commun au sein d'un petit club de six services de renseignement occidentaux, baptisé Base Alliance, installé à Paris de 2002 à 2009. « Mais chacun gardait l'essentiel de ses infos pour soi et on ne partageait que le minimum, toujours sur des bases de réciprocité », se souvient un ancien ponte de la DGSE.

Depuis les attentats de 2015, les portes se sont ouvertes de manière plus franche. Il ne se passe plus une journée sans que les équipes de Bernard Bajolet, boulevard Mortier, à Paris, ou de Patrick Calvar, à Levallois-Perret, soient en contact avec les Américains, notamment le quartier général de John Brennan, le directeur de la CIA, à Langley, en Virginie, ou celui de l'ami-

UN ACCORD SECRET FRANCO-AMÉRICAIN A ÉTÉ SIGNÉ EN FÉVRIER DERNIER

ral Michael Rogers, le tout-puissant patron de la NSA, basé à Fort Meade, dans le Maryland (voir pages 32 à 35 les portraits des maîtres espions). Les deux services américains ont aidé les Français à déjouer plusieurs attentats en 2015, comme l'a reconnu, fin octobre, Bernard Bajolet lors d'un colloque à Washington aux côtés de John Brennan. Ce dernier a ensuite regretté de n'avoir pu alerter les Français de l'arrivée des tueurs du 13 novembre, faute de renseignements assez précis. « Nous étions au courant, quelques jours auparavant, que Daech préparait quelque chose », a admis le directeur de la CIA.

Depuis lors, les experts de la centrale américaine mettent les bouchées doubles pour transmettre à Paris des listes de djihadistes ou de personnes radicalisées à surveiller, suivant un autre accord franco-américain secret, signé en février. Le Pentagone a, le mois dernier, récupéré au nord de la Syrie plus de 10 000 documents et des données informatiques sur les combattants étrangers de Daech, qui sont exploités et partagés avec les services alliés, dont la France. De son côté, la NSA fournit régulièrement des téraoctets de données puisées dans ses superordinateurs, provenant, par exemple, de la



**Le siège de la DGSE,
boulevard Mortier, à Paris.
L'agence de renseignement
française emploie plus
de 5 000 personnes, dont
26 % de femmes.**

ERIC BISSONS/JDD/SIPA

LA FRANCE RESTE EXCLUE DU CLUB TRÈS FERMÉ DES "FIVE EYES"

—> surveillance des connexions internet au Moyen-Orient ou d'interceptions téléphoniques menées jusque sur le territoire français. Les grandes oreilles de la NSA, installées notamment sur le toit de l'ambassade américaine à Paris, peuvent capter toutes les conversations des téléphones portables en région parisienne. La DGSI, dit-on, en serait friande. Son directeur, Patrick Calvar, est d'ailleurs bien connu à Washington : ce commissaire de police ayant occupé le poste de directeur du renseignement à la DGSE entre 2009 et 2012 a contribué à développer les échanges avec ses homologues américains. Quant au diplomate hors norme Bernard Bajolet, il a étudié à Harvard et travaillé à New York, avant de barouder dans les pays arabes, de la Jordanie à l'Irak, où il n'a cessé de côtoyer des Américains.

Mais, en dépit de cette proximité transatlantique, les maîtres espions français n'ont pas encore réussi à entrer dans le cercle restreint des patrons des Five Eyes (Cinq Yeux), le gotha des services de renseignement anglo-saxons. Né pendant la Seconde Guerre mondiale et conforté par des accords secrets de 1947 et 1955, ce club fermé rassemble des experts américains, britanniques, canadiens, australiens et néo-zélandais. Ils se sont d'abord concertés pour surveiller l'URSS en pleine

guerre froide. Le programme de décodage des messages cryptés soviétiques, appelé Venona, a permis aux membres des Five Eyes de détecter l'ampleur des réseaux d'espionnage contrôlés par Moscou, notamment dans le domaine nucléaire et scientifique.

Puis, ce club a étendu sa surveillance aux communications téléphoniques de l'ensemble de la planète, à travers un maillage de stations d'écoute, baptisé réseau Echelon. Il repose principalement sur les moyens d'interception de la NSA et de son partenaire technique britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ). Entre la NSA et le GCHQ, la coopération est totale, au point que les Américains ont financé en partie les équipements de leurs « cousins » installés dans un bâtiment ultramoderne près de la station thermale de Cheltenham, dans le comté de Gloucestershire. Les autres membres des Cinq Yeux jouent également un rôle dans la collecte des données, chacune des agences techniques étant chargée des interceptions dans une région du monde. En retour, elles bénéficient d'un accès quasi intégral aux renseignements amassés par le réseau Echelon. Quelques pays amis, tels que le Japon et l'Allemagne, ont également profité d'un statut de membre associé du club.

Depuis le début des années 2000, les Five Eyes sont encore montés en puissance. Ils ont développé d'énormes programmes de surveillance d'internet au plan mondial, que ce soit en siphonnant les câbles sous-marins par lesquels transite l'essentiel des flux de communications, ou en obtenant des accès aux données des grands opérateurs téléphoniques ou d'internet, tels que Google, Microsoft, Yahoo ! ou Facebook. Côté français, la DGSE, qui a mis au point son propre système d'interception des flux internet au plan international, a commencé à échanger des données avec ses homologues américains et britanniques dans le cadre d'accords très confidentiels. —>



Barack Obama au Centre national d'intégration de la cybersécurité et des communications, à Arlington.

KRISTOFER TRIPLETT/VISUAL PRESS AGENCY

UNE QUARANTAINE DE CHEFS D'ÉTAT ESPIONNÉS PAR LA NSA

➔ Mais sans être totalement intégrée dans le club anglo-saxon. Alors directeur national du renseignement de Barack Obama, Dennis Blair a proposé en 2010 que la France bénéficie d'un statut presque équivalent à un membre des Five Eyes. Il en a discuté à plusieurs reprises avec Bernard Bajelet, qui était alors le coordonnateur national du renseignement auprès de Nicolas Sarkozy, à l'Élysée. Mais le projet n'a pas abouti, notamment à cause des réticences de la CIA.

En juin 2013, l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden a révélé, sur la base de milliers de documents internes, l'ampleur insoupçonnée des programmes des Five Eyes, dont l'intégration a atteint un niveau inégalé. La plupart des programmes ont été pilotés par la NSA et son grand patron, le général Keith Alexander. Surnommé l'« Empereur Alexandre », cet expert en renseignement électromagnétique recevait ses homologues des Cinq Yeux dans son QG de Fort Meade sans leur cacher son ambition : tout savoir sur tout, dans le monde entier. Son nouveau Data Center, construit dans le désert de l'Utah à partir de 2011, a été conçu pour pouvoir stocker un siècle de communications provenant d'internet. Officiellement, il s'agit d'amasser et de partager des renseignements sur le terrorisme, en excluant, a priori, tout espionnage mu-

tuel. Mais ces règles ont vite été contournées. Et les motivations économiques et politiques de « sécurité nationale », propres à chaque pays, ont pris le dessus. Ce qui conduit la plupart des services de renseignement à se surveiller aussi les uns les autres sans aucun scrupule. Dans le monde des maîtres espions, l'alliance n'efface pas la suspicion.

Selon des documents révélés par Edward Snowden et par l'organisation WikiLeaks, la NSA a ainsi espionné durant des années une quarantaine de dirigeants de la planète, dont les téléphones de la chancelière Angela Merkel et de trois présidents français successifs, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Embarrassé, Barack Obama a ordonné à la NSA d'arrêter ces écoutes de « *dirigeants des pays alliés* ». Très virulente, Angela Merkel a dénoncé ce « *coup sérieux* » porté à la confiance entre amis. Avant de s'apercevoir que son propre service de contre-espionnage extérieur, le BND, faisait exactement la même chose. Il écoutait, par exemple, le groupe aéronautique EADS, des ambassades européennes à Bruxelles, le ministère de la Défense à Londres, le Département d'Etat à Washington ou des dirigeants amis, comme le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius. Angela Merkel a surtout découvert que le BND a noué, sans réel contrôle, des relations très étroites avec la NSA depuis 2002, au point de mener des écoutes sauvages, y compris en Allemagne, pour le compte des Américains. Une commission d'enquête du Bundestag a jugé ces pratiques du BND « *non conformes à son mandat et légalement inadmissibles* ». Furieuse, la chancelière allemande a fini par limoger en avril 2016 le directeur du BND, Gerhard Schindler, coupable d'avoir été trop serviable envers son ami américain Keith Alexander. Et d'avoir suivi à la lettre ce principe cher aux maîtres espions : tout ce qui n'est pas expressément interdit est possible. Tant que cela demeure secret.

■ VINCENT NOUZILLE

TÊTES D'ESPIONS

Ils ont fait carrière dans l'armée, la diplomatie, la police ou... les services secrets, et disposent de la toute confiance des chefs d'Etat qu'ils servent. Mais qui sont vraiment les patrons des grandes centrales du renseignement contemporain ?

PAR VINCENT NOUZILLE

BERNARD BAJOLET (DGSE) L'HOMME DE CONFIANCE DE HOLLANDE

A 67 ans passés, Bernard Bajolet ne devrait normalement plus occuper le siège de patron de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et profiter d'une retraite méritée dans son château d'Ouge, en Haute-Saône. Mais cet énarque diplomate a déjà été prolongé deux fois à son poste par François Hollande, qui veut le garder jusqu'en mai 2017. Car le président de la République a toute confiance en ce Lorrain au tempérament rugueux, qu'il a connu lorsqu'il effectuait son stage à l'ambassade de France à Alger en 1978. Les deux hommes se tutoient et se parlent presque tous les jours. Bernard Bajolet n'a pas été nommé par hasard au prin-



Bernard Bajolet (à droite) et le général de Villiers à l'Élysée.

temps 2013 à la tête de la DGSE. Il connaît tous les arcanes de la diplomatie, des couloirs du Quai d'Orsay au palais Farnèse à Rome. Ce polyglotte arabophone a surtout occupé des postes exposés dans des pays difficiles : en Jordanie, en Bosnie-Herzégovine, en Irak

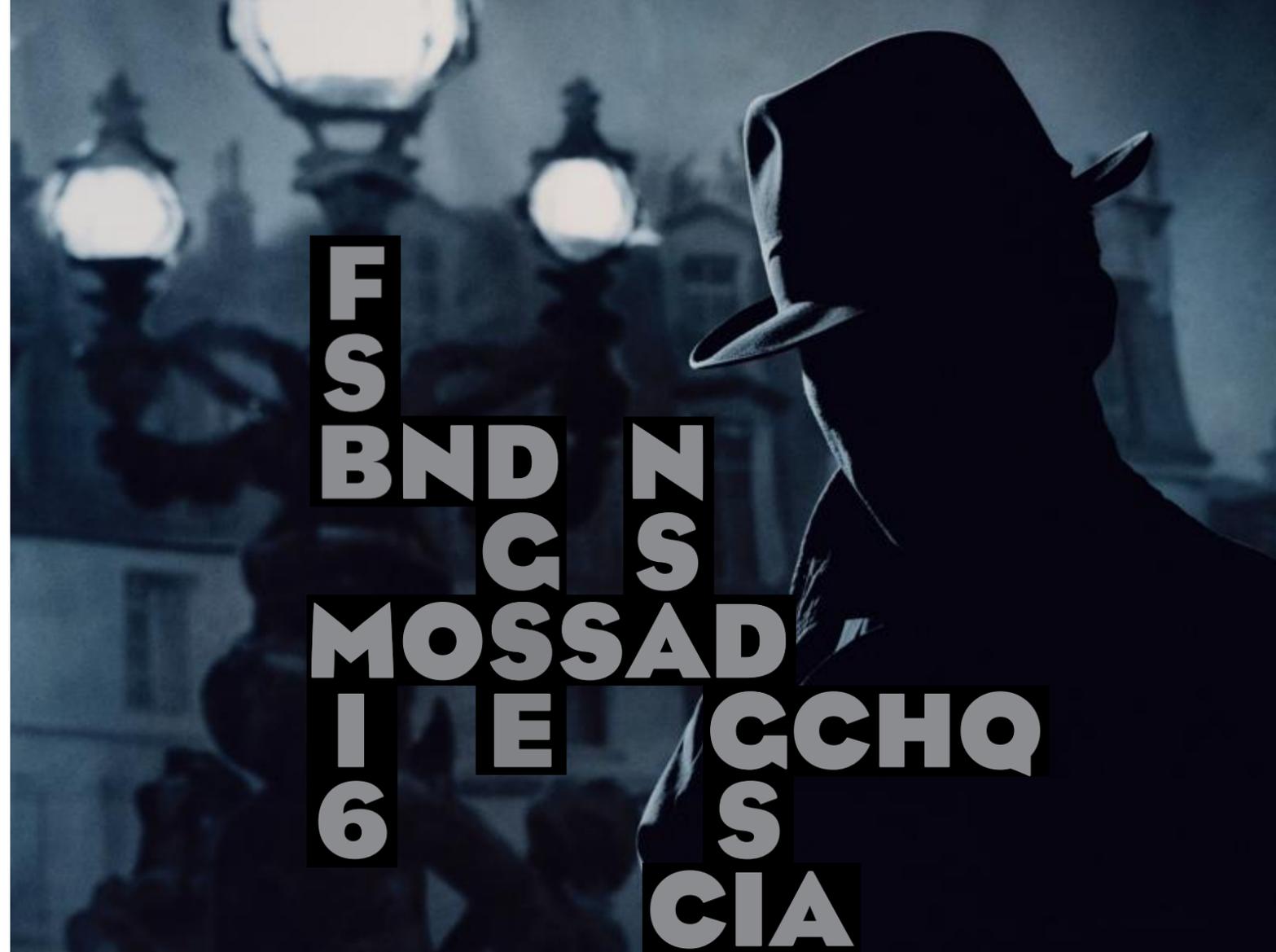
où il a rouvert l'ambassade de France en 2004, en Algérie, en Afghanistan de 2011 à 2013. Habitué à vivre dans des bunkers blindés, l'ambassadeur a négocié, avec la DGSE, de nombreuses libérations d'otages, comme celles des journalistes Georges Malbrunot

et Christian Chesnot en Irak en 2004. Repéré par Nicolas Sarkozy, il a aussi étreint le poste de coordonnateur national du renseignement créé à l'Élysée en 2008. A la tête de la DGSE, qui emploie près de 5 000 personnes dont un quart de femmes *, il gère ses dossiers en toute autonomie, n'hésitant pas à assumer des opérations clandestines musclées, que ce soit en Libye ou en Syrie. Il est aussi à l'aise avec les experts du monde arabe qu'avec ses pairs étrangers, qu'il rencontre régulièrement. Il lui arrive aussi de voyager incognito lors de missions secrètes, dont il ne rend compte qu'à son ami François Hollande.

* **A lire sur le sujet, l'enquête de Dalila Kerchouche : *Espionnes* (Flammarion, 360 p., 21 €, à paraître le 21 septembre).**

ALEX YOUNGER (MI6) LE DIPLOMATE AU SERVICE DE SA MAJESTÉ

Un diplomate de haut vol, Alex Younger, 53 ans, dirige depuis fin 2014 le très fameux MI6, le service de renseignement extérieur britannique, connu également sous le nom de Secret Intelligence Service. La réputation du MI6 a été ternie par les informations biaisées sur les armes de destruction massive en Irak en 2002-2003, base de l'engagement dans la guerre de Tony Blair aux côtés des Américains. Pour redorer son blason, l'ambassadeur John Sawers, en poste de 2009 à 2014, s'est évertué à fournir des renseignements plus étayés au gouvernement, que ce soit sur la Libye ou la Syrie. Son successeur Alex Younger – appelez-le « C » – est un habitué des postes difficiles : il a supervisé la sécurité des JO de Londres en 2012 et il a été ambassadeur au Moyen-Orient et en Afghanistan. Son profil s'apparente à celui du patron français de la DGSE, Bernard Bajolet, qu'il connaît bien.



F
S
BND N
C S
MOSSAD
I E GCHQ
6 S
CIA

GETTY IMAGES

MICHAEL ROGERS (NSA) : TECHNOLOGIQUEMENT VÔTRE

Réputé pour sa connaissance du renseignement et de la cyberguerre, l'amiral Michael Rogers, 56 ans, a succédé, en avril 2014, au tout-puissant général Keith Alexander, en poste depuis 2005. La National Security Agency (NSA), née en 1952, s'occupe pour les Américains de la collecte de renseignements électroniques dans le monde entier et de la cyberguerre, avec un budget annuel estimé à 10 milliards de dollars et plus de 20 000 employés. La NSA s'est retrouvée sous les feux des projecteurs avec la révélation, en 2013, par son ancien consultant Edward Snowden, de ses programmes de surveillance très intrusifs. Malgré le scandale, l'Administration Obama n'a guère limité les pouvoirs de la NSA, dont les commandes ont été confiées au moins controversé Michael Rogers.



YURI GRIPAS/REUTERS

JOHN BRENNAN (CIA) LE COW-BOY DE LANGLEY

Agé de 61 ans, John Brennan dirige depuis mars 2013 la Central Intelligence Agency (CIA), la plus connue des agences de renseignements américaines, dont le siège est installé à Langley, en Virginie. Mais c'est un vieux routier de la maison, puisqu'il y a fait carrière durant vingt-cinq ans, avec notamment des postes en Arabie saoudite, à la division Proche-Orient, au contre-terrorisme et au sein de la direction. Passé dans le privé en 2005, il est devenu le conseiller du président Obama pour les affaires de sécurité intérieure et pour la lutte antiterroriste en 2008. Favorable aux techniques de torture pratiquées par la CIA sous le mandat de Bush, Brennan a soutenu les attaques de drones et les assassinats ciblés décidés par Obama.



FOREIGN AND COMMONWEALTH OFFICE

ALEXANDRE BORTNIKOV (FSB) L'EXÉCUTEUR DE POUTINE

Il ne fait jamais parler de lui. Pourtant, le général Alexandre Bortnikov est l'un des rouages essentiels du système de pouvoir de Vladimir Poutine. A la tête du service fédéral de sécurité (FSB) de la Fédération de Russie, ce militaire chevronné de 64 ans, entré au KGB en 1975, est en poste à la Loubianka, siège du FSB, depuis 2008. Héritier du KGB, le très redouté service de renseignement extérieur soviétique dissous en 1991, le FSB a repris la main progressivement, notamment en intervenant en Tchétchénie, en Géorgie, mais aussi en Syrie et en Ukraine. Soumis à une interdiction de visa par les Occidentaux, Alexandre Bortnikov a quand même pu se rendre à Washington début 2015 pour discuter de terrorisme avec le patron de la CIA. Aux côtés d'Alexandre Bortnikov, Vladimir Poutine, qui a dirigé le FSB de 1998 à 1999, s'est inquiété, en février dernier, des 4 000 Russes partis faire le djihad en Syrie qui risquent de provoquer des attentats à leur retour. « Il faut les identifier et les neutraliser », a expliqué le président russe. Message reçu au FSB, qui n'hésite jamais, si besoin, à recourir aux exécutions.



Alexandre Bortnikov (deuxième à gauche) aux côtés de Vladimir Poutine, en 2014, à Sébastopol (Crimée).

PATRICK CALVAR (DGSJ) L'EXPERT DE L'INTÉRIEUR



Patrick Calvar, entre les directeurs de la gendarmerie (le général Favier, à gauche) et de la police (Jean-Marc Falcone, à droite).

Ce commissaire de police d'origine bretonne se consacre aux affaires de terrorisme depuis son arrivée en 1984 à la Direction de la surveillance du territoire (ancêtre de la DGSJ), maison dont il a gravi les échelons jusqu'au poste de directeur adjoint en 2007-2008. Il a aussi fait quelques incursions aux Renseignements généraux, à l'ambassade de France à Londres et, surtout, de 2009 à 2012, à la Direction du renseignement de la DGSE, le service concurrent avec qui il a gardé de bonnes relations. Réputé pour son caractère discret et sa connaissance des dossiers, Patrick Calvar a enduré les attentats de 2015 comme autant d'échecs. Mais il garde la confiance du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui se repose sur ce bagarreur.

Lorsque Patrick Calvar explique, le 24 mai, devant les membres de la commission parlementaire sur les attentats de 2015, que les

risques terroristes n'ont jamais été aussi élevés et que Daech va continuer de monter en puissance, tout le monde l'écoute. Car ce policier de

60 ans, qui pilote la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ) depuis quatre ans, est un expert reconnu du monde arabo-musulman.

BRUNO KAHL (BND) LE VERROUILLEUR DE MERKEL

Le scandale a fini par emporter Gerhard Schindler, le très secret patron du service fédéral de renseignement extérieur allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND). Accusé d'avoir travaillé sans vergogne pour les Américains de la NSA, y compris en espionnant des Allemands, Gerhard Schindler a été démis de ses fonctions au printemps dernier. Pour le remplacer, la chancelière Angela Merkel a choisi un fidèle de son parti, Bruno Kahl. Agé de 54 ans, juriste de formation, il dirigeait le secteur public et les privatisations au ministère des Finances, tenu par son ami Wolfgang Schäuble. A lui de remettre de l'ordre au BND, en lien direct avec la chancelière, dans une maison de 6 500 employés jugée opaque et incontrôlable.



FABRIZIO BENSCH/REUTERS

YOSSI COHEN (MOSSAD) L'HOMME DES SECRETS DE NETANYAHOU

Surnommé « le modèle » à cause de son physique de playboy, Yossi Cohen, 54 ans, a été nommé en décembre 2015 à la tête du Mossad, le service de sécurité extérieure d'Israël. Proche du Premier ministre Benjamin Netanyahu, dont il fut le conseiller à la sécurité nationale, Yossi Cohen est issu de la droite religieuse. Vétéran du Mossad, il y a travaillé durant trente ans jusqu'à diriger l'ensemble de ses opérations à la tête du département Tzomet. A son actif : le sabotage partiel du programme nucléaire iranien, par des moyens allant de l'élimination de scientifiques à la



REUTERS

destructions de matériels en passant par l'intrusion de virus informatiques ralentissant son développement. Nul doute international sur le

nucléaire iranien signé mi-2015, le pays des mollahs restera une de ses priorités, outre la surveillance de la Syrie voisine et des soubresauts de Daech.

ROBERT HANNIGAN (GCHQ) LE GARDIEN DES GRANDES OUREILLES BRITANNIQUES

Diplomate, Robert Hannigan, 51 ans, est né dans le comté du Gloucestershire, non loin du siège du Government Communications Headquarters (GCHQ), qu'il pilote depuis avril 2014. Cette agence technique, qui emploie 6 000 agents, est célèbre pour avoir déchiffré le code de cryptage des communications allemandes Enigma durant la guerre. Le GCHQ est le partenaire privilégié de la NSA depuis 1947, selon les termes d'un traité baptisé UKUSA, resté secret durant des décennies. Mis en cause par les révélations d'Edward Snowden en 2013, le GCHQ, alors dirigé par le très influent sir Iain Lobban, a défendu ses programmes de surveillance au nom de la lutte antiterroriste. Pour calmer le jeu, sir Iain Lobban a été prié de quitter ses fonctions après treize ans de règne. Son remplaçant n'est pas un ama-



GCHQ

teur : ancien directeur au Foreign Office en charge de la défense et du renseignement, Robert Hannigan conseilla Tony Blair sur le processus de paix en Irlande du Nord, puis Gordon Brown sur les questions de sécurité nationale de 2007 à 2010. Un homme de confiance pour un poste stratégique.